

**« Donner corps à la COP : explorer de  
nouvelles manières de faire ensemble »**

5<sup>ème</sup> Conférence départementale Plan Climat Air Énergie

10 décembre 2015

Espaces génération climat – Parc des expositions Le Bourget



<b><u>OUVERTURE</u></b>	<b><u>3</u></b>
<u>Stéphane TROUSSEL – Président du Département de la Seine-Saint-Denis</u>	<u>3</u>
<b><u>INTRODUCTION</u></b>	<b><u>3</u></b>
<u>Clara BRETEAU – Animatrice de la rencontre et journaliste à France Culture</u>	<u>3</u>
<u>Lydie LAIGLE – Sociologue, directrice de recherche CSTB</u>	<u>3</u>
<b><u>CONSTRUIRE, MANGER, SE CHAUFFER : COMMENT LES REPONSES INSTITUTIONNELLES SE TRANSFORMENT FACE AUX BESOINS LES PLUS ESSENTIELS</u></b>	<b><u>5</u></b>
<u>Revisiter le cycle de la matière dans les grands projets d'aménagement, David COCHETON – Directeur du développement de la SEM Plaine Commune Développement</u>	<u>5</u>
<u>La ferme des possibles : l'insertion professionnelle par l'agriculture urbaine, Mohamed GNABALY – PDG SCIC NOVAEDIA</u>	<u>5</u>
<u>De nouveaux outils pour accompagner la montée en compétence des artisans et entreprises de la rénovation énergétique, Anne D'ORAZIO – Directrice de MVE, Agence locale de l'Énergie et du Climat de l'Est parisien</u>	<u>5</u>
<b><u>INTERMEDE PHILOSOPHIQUE</u></b>	<b><u>7</u></b>
<u>Patrick VIVERET – Philosophe</u>	<u>7</u>
<b><u>DES DEMARCHES CITOYENNES ET LIENS QUI LIBERENT</u></b>	<b><u>8</u></b>
<u>Roue Lib', ateliers d'auto-réparation de vélo pour et par les habitants, Lisa VALVERDE – Directrice de l'association 360° Sud</u>	<u>8</u>
<u>Recycl'Hall, le don et le réemploi d'objets dans l'habitat collectif, Safiyé ACKMUR – Régie de quartier à Montreuil</u>	<u>8</u>
<u>Un compost qui fertilise la terre et le lien social, Jean- Jacques FASQUEL – Maître-composteur CompoStory</u>	<u>8</u>
<b><u>CLOTURE</u></b>	<b><u>11</u></b>
<u>Belaïde BEDREDDINE – Vice-Président en charge de l'écologie urbaine – Département de la Seine-Saint-Denis</u>	<u>11</u>

## Ouverture

### **Stéphane TROUSSEL – Président du Département de la Seine-Saint-Denis**

**Stéphane TROUSSEL** accueille les participants et note que, quels que soient leur horizon, leurs valeurs ou leurs engagements, un point commun les rassemble : la conscience que la seule crise véritablement globale est celle du dérèglement climatique.

Il rappelle qu'il y a 2 ans, lors de la 3<sup>ème</sup> conférence départementale du Plan Climat Air Énergie, le Ministre de l'Écologie d'alors, Philippe Martin, confirmait que la COP 21 se tiendrait au Bourget en Seine-Saint-Denis. Durant 15 jours, l'ensemble des pays de la planète allait essayer de trouver un accord pour limiter à 2 °C l'augmentation des températures due aux activités humaines et répondre à l'urgence. Urgence à agir, à modifier en profondeur les modes de vie, à inventer un modèle plus respectueux de la planète et de ceux qui y vivent. Une planète où chacun aurait le droit aux garanties essentielles de l'existence, où collectivement auraient été réduites drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Depuis cette annonce, la collectivité qu'il préside s'est engagée pour permettre la meilleure organisation possible de la COP 21 en Seine-Saint-Denis. Il s'agissait d'un immense défi logistique.

Cependant, **la Seine-Saint-Denis s'est aussi engagée à ce que la COP 21 ne soit pas juste un événement plaqué sur le territoire, mais qu'il contribue à en animer les forces vives en valorisant les singularités de la Seine-Saint-Denis.** N'en déplaise à certains, la Seine-Saint-Denis est un territoire jeune, métissé, populaire, ouvert sur le monde et revendique ces caractéristiques qui sont une force dans un pays et un continent vieillissants. La génération qui grandit actuellement sur le territoire aura à affronter peut-être plus qu'ailleurs les conséquences du modèle de développement qui a été construit et dont les dégâts ont été jusqu'ici tolérés. Au Sud, comme au Nord, **ce sont toujours les populations les plus fragiles qui ont à affronter d'abord les conséquences des dérèglements climatiques.** C'est dans ces territoires populaires qu'il faut entamer la transition écologique et énergétique de la société. Mobilité, qualité de l'habitat, économie verte, c'est ici le terrain le plus favorable, ici que les gains des efforts seront les plus élevés et les risques les plus importants. Les leviers pour changer de modèle sont aussi les solutions aux problèmes quotidiens rencontrés dans un certain nombre des quartiers populaires de Seine-Saint-Denis. Ce basculement ne sera pas uniquement une affaire de politiques et d'institutions, il doit venir du cœur des villes et des quartiers, être animé par les associations, porté par les citoyens, les militants, les jeunes, les enseignants, dynamisé par les entreprises et ceux qui font l'économie sociale et solidaire. **Cette transition est portée par des projets très concrets qui impactent le quotidien de tous et sont porteurs de valeurs et de sens.**

**Stéphane TROUSSEL** a la conviction qu'il y a dans l'horizon de la transition écologique la possibilité de réanimer l'intérêt pour la chose publique. Le Forum des métiers de l'économie verte qui s'est tenu en partenariat avec de nombreux acteurs de Seine-Saint-Denis en est un bon exemple : 3 500 jeunes étaient attendus, plus du double s'y est finalement rendu. L'ensemble des projets qui seront présentés au cours de cette conférence montre qu'une authentique démarche de développement durable naît avant tout dans la vie quotidienne des concitoyens. Cette démarche propose de vivre différemment, de repenser les villes, la

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

mobilité, avec des outils plus efficaces pour lutter contre la précarité énergétique qui fragilise tant de familles en Seine-Saint-Denis. La démarche s'adresse à tous les publics, à l'échelle d'un quartier, d'une ville ou du monde. Il s'agit de diffuser les principes du développement durable pour préparer « l'après » COP 21 : le temps du changement et de la réalisation des engagements. C'est aussi pour cela que le Département a fait la proposition à l'ensemble des Villes de Seine-Saint-Denis de se retrouver pour définir une feuille de route. 20 villes ont déjà signifié qu'elles souhaitent s'engager autour de ce texte. Quelle que soit l'issue des négociations de la COP 21, l'ensemble des démarches initiées en Seine-Saint-Denis contribuent à changer le pays et la planète.

## Introduction



**Clara BRETEAU – Animatrice de la rencontre et journaliste à France Culture**

Clara BRETEAU commence, pour présenter l'esprit de cette conférence, par lire un poème de Gary SNYDER :

*Les collines escarpées, les pentes  
des statistiques  
sont là devant nous.  
Montée abrupte  
de tout, qui s'élève,  
s'élève, alors que tous  
nous nous enfonçons.  
On dit qu'au siècle prochain  
ou encore à celui d'après  
il y aura des vallées, des pâturages  
où nous pourrions nous rassembler en paix  
si on y arrive.  
Pour franchir ces crêtes futures  
un mot à vous,  
à vous et vos enfants :  
restez ensemble,  
apprenez les fleurs  
allez légers.*

Ce poème lui semble en effet bien refléter la situation contradictoire qui a lieu en ce moment-même au sein de la COP21. Face à un enjeu et une menace immense, un réchauffement de 2,7 °C. est en effet accepté, avec les meilleures promesses des uns et des autres. C'est-à-dire, les scientifiques sont formels, que nous sommes à l'ombre d'un accord dangereux qui conduira à la catastrophe. Pourtant, nous devons tenir ensemble devant cette urgence et cette gravité et ralentir, s'organiser, déplier les détails délicats et fragiles d'une pensée, d'une vision. **Cette conférence est donc donnée avec la volonté de donner corps à des projets incarnés et en marche et de faire corps, en rassemblant les habitants d'un**

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

**même territoire.** Il s'agit de partager entre habitants d'une même ZAD (zone à défendre), des idées, des besoins et des ressources. Il est difficile d'être concret et d'être dans la vérité au cours d'une conférence. Le format et le dispositif ont des limites. La parole exposée qui s'y déploie est souvent contrainte. Il est question de développement durable depuis 40 ans, d'environnement et d'écologie depuis 30 ans, depuis 10 ans de transition et les paroles n'ont jamais été suivies d'actes : comment croire alors que les débats ne sont pas stériles ? Afin d'être à la hauteur des défis de l'époque, il faut continuer à se rassembler, continuer de se raconter des histoires, continuer à chercher, par delà toutes les langues de bois, des paroles fertiles, plus humaines, plus directes, plus percutantes. Le but de cette conférence est donc, de manière à la fois ambitieuse et modeste de se concentrer sur « l'ici » et « le maintenant », sur ce qu'il est possible. **Clara BRETEAU** demande donc à l'auditoire de présenter ses projets, ses besoins et ses ressources, de profiter de la présence de la multiplicité des acteurs dans la salle : élus, administrateurs de la collectivité, chercheurs, associations qui partagent des objectifs, des moyens et un territoire.

### ***Lydie LAIGLE – Sociologue, directrice de recherche CSTB***

De l'appréhension du changement climatique, il s'agit d'aller vers la transition écologique et vers l'« Agir ensemble dans les territoires ». **Lydie LAIGLE** propose son regard de sociologue sur l'articulation du changement climatique avec des dynamiques sociales.

Il est important de considérer le changement climatique dans sa double dimension locale et globale. Ce sont bien les multiples trajectoires locales – les modes de vie – qui ont eu des effets sur les grands équilibres écologiques planétaires, notamment les grands équilibres entre la biosphère, la terre, les océans et le vivant. Le GIEC reconnaît d'ailleurs désormais la part anthropique du changement climatique sur ces phénomènes, c'est-à-dire autant la responsabilité de l'être humain que l'accélération des phénomènes naturels. En somme, il est possible de dire que **le global se trouve transformé par le local, mais aussi que les changements environnementaux globaux ont des répercussions locales.** Ces répercussions locales sont différenciées et inégalitaires. Nos façons d'habiter la terre, de préempter ou de composer avec son substrat vital, les énergies fossiles, la biodiversité, les puits de carbone, renforcent ou limitent le changement climatique et à terme, fragilisent les conditions d'existence des hommes et des espèces ainsi que leur cohabitation.

Cette interaction entre les manières d'habiter, de produire et de consommer, d'une part et d'autre part, les dérèglements climatiques et leurs répercussions humaines en termes de santé, de subsistance alimentaire..., d'autre part, est importante à considérer, car elle indique là où se situent les **éléments d'inégalités et d'injustice**, mais aussi là où peuvent être consolidés des éléments de réappropriation collective des ressources et des biens communs. Concernant les éléments d'inégalités et d'injustice, **Lydie LAIGLE** rappelle que les scientifiques reconnaissent que **ce sont les habitants et les territoires qui ont le moins participé au dérèglement climatique qui en subiront le plus les conséquences tout en ayant le moins de possibilités de s'en protéger.** Les scientifiques montrent aussi que **les changements environnementaux de long terme, notamment climatiques, accentuent les inégalités.** Aux inégalités sociales dans l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux conditions de subvenir aux besoins nutritionnels, au logement, s'ajoutent de nouvelles inégalités. Des inégalités dans le partage des connaissances et de l'information sur les changements environnementaux, dans l'information sur les événements qui risquent de subvenir, mais aussi dans la mise en œuvre des conditions permettant de s'y préparer et d'y faire face. **Toutefois, les inégalités générées ne sont pas uniquement des inégalités d'adaptation et de résilience aux changements environnementaux, ce sont aussi des inégalités**

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

**dans les possibilités d’agir et de se mobiliser pour initier d’autres relations aux milieux et aux territoires, susceptibles d’ouvrir des alternatives dans les manières d’urbaniser, de produire, de consommer, d’habiter, de se déplacer.**

Le terme de transition écologique renvoie à ces deux processus :

- Adaptation et résilience aux changements environnementaux à la fois locaux et globaux.
- Prise de conscience de nos responsabilités partagées dans ces changements climatiques pour collectivement contribuer à modifier les manières de produire, consommer, habiter afin de limiter les impacts anthropiques de long terme.

L’intérêt de cette notion de transition écologique abordée de cette double façon est de juguler les inégalités dans les capacités d’adaptation au changement climatique. **Il y a des inégalités extrêmement importantes et il est important que les collectivités prennent en compte ces inégalités d’adaptation au changement climatique.** Néanmoins, il faut aussi sur le long terme, interagir sur les modifications de modes de vie et agir dans les territoires pour pouvoir s’adapter et adapter nos sociétés à plus ou moins long terme. L’intérêt de ce terme de transition est de désigner cette double connexion. **Il s’agit de reconnecter l’agir humain et l’écosystème**, en prenant conscience des forces agissantes de l’un sur l’autre à la fois dans la déstructuration et dans la fragilité des possibilités d’existence. Il s’agit donc de prendre conscience **des nouvelles manières de vivre ensemble** autour de cette reconnexion pour construire notre devenir.

Pour le mouvement des villes et des territoires en transition par exemple, c’est en initiant d’autres usages du rapport au milieu (réemploi de matériaux, agriculture urbaine, relocalisation des activités économiques fondées sur les ressources et les compétences locales) qu’il devient possible d’être moins dépendant de l’économie carbonée et d’améliorer la résilience d’un territoire. **Cette dynamique de relocalisation, de réappropriation d’un milieu pour construire une autre dynamique territoriale, ne peut s’enclencher sans une mobilisation des milieux associatifs, citoyens et économiques, à même d’initier et de porter des initiatives concrètes.** Cette dynamique ne peut se faire sans une écoute des collectivités à même de mettre en synergie ces initiatives concrètes et de créer un espace d’expression et de concrétisation en lien avec leur politique urbaine, de transport, de développement économique, en somme avec leur projet de territoire.

Le défi pour la transition écologique est bien de donner toute l’expression et toute la place à ces initiatives citoyennes, économiques et associatives et finalement de ne pas les laisser à côté des politiques publiques, mais de bien les imbriquer, de les mettre en dialogue avec cette politique publique. C’est au cœur de cette articulation que les collectivités ont une responsabilité et un rôle à jouer. **Il s’agit ainsi de donner à l’initiative locale un rôle contributeur dans la production d’alternatives concrètes et d’envisager les collectivités comme un maillon démocratique essentiel.** Aussi, **les collectivités locales sont amenées à renouveler leur rôle vis-à-vis des initiatives de transition écologique qui se créent dans leur territoire.** Elles sont notamment amenées à ne pas les considérer comme un phénomène marginal, en dépit de leur caractère parfois expérimental et de la

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

petite taille de ces initiatives. **Les collectivités peuvent être à l'écoute du caractère novateur de ces initiatives** et de ce qu'elles produisent de différent, mais cela demande aux collectivités de comprendre comment ces **dimensions sociales et environnementales sont intimement liées dans les initiatives de transition écologique**. Ne pas prendre la mesure de ces interrelations entre le social et l'écologie peut conduire à passer à côté des enjeux de la crise écologique et notamment de ses enjeux sociaux et démocratiques. C'est pourquoi, il est important de ne pas apporter uniquement des réponses environnementales à la crise écologique, ne traiter que les aspects de protection vis-à-vis de l'environnement par des solutions techniques par exemple, conduit à se priver des ressorts d'innovations sociales et économiques existant dans les territoires. Ainsi, **ces initiatives de transition écologique se caractérisent par le fait qu'elles s'appuient sur le lien social et l'agir ensemble pour renouer d'autres relations avec les milieux**. De plus, ces initiatives considèrent que le rapport à l'environnement n'est pas uniquement un rapport utilitariste – d'utilisation et d'exploitation des ressources –, mais bien que ce rapport à l'environnement doit être envisagé comme un socle d'innovation sociale qui peut amener à redéfinir les manières de vivre en société. Les collectivités territoriales sont ainsi amenées à considérer ces alternatives concrètes de transition écologique comme des témoignages d'une capacité d'action citoyenne et économique à inventer de nouvelles manières de faire société autour des enjeux environnementaux et climatiques. **L'enjeu est donc de dépasser la dichotomie existante entre une vision institutionnelle parfois descendante de la protection de l'environnement et les formes d'engagement citoyen, associatif et économique**.

Finalement, mettre en dialogue, ces champs de savoir et d'initiatives institutionnels, citoyens, associatifs et économiques, paraît nécessaire pour favoriser une transition écologique qui s'appuie sur ce qui fait société : l'agir ensemble dans des alternatives concrètes qui sont porteuses du sens.

Pour aller plus loin :

- Études et documents, SOCIETE RESILIENTE, TRANSITION ECOLOGIQUE ET COHESION SOCIALE : études de quelques initiatives de transition en France, premiers enseignements. Lydie LAIGLE ( Université Paris-Est, CSTB); Bertrand DEPIGNY ( CEREMA);Geneviève BESSE (CGDD), mai 2015

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED124.pdf>

## Construire, manger, se chauffer : comment les réponses institutionnelles se transforment face aux besoins les plus essentiels



- **Revisiter le cycle de la matière dans les grands projets d'aménagement, David COCHETON – Directeur du développement de la SEM Plaine Commune Développement**

**Clara BRETEAU** invite **David COCHETON** à s'exprimer sur la collaboration de la SEM Plaine Commune Développement avec Bellastock, une association qui œuvre au réemploi des matériaux et le développement d'alternatives à l'acte de construire. En effet, le secteur de la construction produit beaucoup de déchets. En France, il représente même 73 % des déchets.

**David COCHETON** explique que son entreprise réalise pour le compte de collectivités des projets d'aménagement sur le territoire de Plaine Commune (9 communes) qui est aujourd'hui le territoire qui construit le plus de logements en Île-de-France. Cela donne une dimension particulière à cette question du réemploi des matériaux. Ce territoire a en effet lancé une réflexion il y a 5 ans sur **cette question stratégique du réemploi des matériaux et de l'économie circulaire**. Une étude du métabolisme urbain sur le territoire de Plaine Commune<sup>1</sup>, commandée par la Communauté d'agglomération, a permis de constater qu'il y avait environ 1 million de m<sup>3</sup> de matériaux de bâtiments qui rentraient sur le territoire chaque année pour 1 million de tonnes qui en sortaient. Voilà pourquoi il était intéressant pour un territoire de mener ce genre de réflexion : pour tenter de faire en sorte qu'une partie des besoins puisse être satisfaite par une partie des déchets produits par les opérations de construction et de déconstruction. La réflexion concerne aujourd'hui une trentaine de sites identifiés comme pouvant être le lieu de démarches en matière de réemploi des matériaux. Parmi eux le site du Clos Saint-Lazare et de l'éco-quartier de l'Île-Saint-Denis.

---

<http://atelier-acturba.fr/plaine-commune-metabolisme-urbain-les-videos-amenager-autrement/>

L'éco-quartier de l'Île-Saint-Denis est une opération d'aménagement de 17 hectares sur la commune de l'Île-Saint-Denis et qui est le premier éco-quartier de Plaine Commune. Il s'agit d'une démarche exploratoire pour tenter, au travers du projet d'aménagement, de maximiser cette question du réemploi des matériaux dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

**Clara BRETEAU** interroge sur les raisons de ce partenariat.

**David COCHETON** répond que cette démarche s'inscrit dans une démarche de construction d'un éco-quartier et qu'elle aura vocation à se déployer dans d'autres projets d'aménagement. Il précise qu'il faut pouvoir gérer cette montée en puissance de la question au travers des différents projets. Il faut avancer pas à pas et enrichir les moyens en fonction des retours d'expérience. Bellastock réunit des architectes qui mènent des chantiers très expérimentaux sur le réemploi des matériaux. Une convention a été signée avec eux pour définir le cadre de travail afin d'impacter la globalité du projet (études techniques préalables, travaux d'aménageurs, des promoteurs, travaux de démolition). Il fallait aussi définir matériellement les choses : la mise à disposition de terrains notamment, puisque lorsqu'il y a réemploi de matériaux, il faut pouvoir allouer des terrains, faire cohabiter des chantiers de construction avec des chantiers de valorisation des matériaux.

**Clara BRETEAU** demande ce qu'il en est de la relation culturelle, au-delà de la relation contractuelle. N'y a-t-il pas en effet un conflit de vision du monde entre des bâtisseurs et des personnes cherchant à développer des alternatives à l'acte de construire ?

**David COCHETON** explique qu'il y a tout de même un intérêt commun qui les a réunis. Sur le plan culturel, il est intéressant de travailler avec une structure comme Bellastock dont la souplesse et l'inventivité permettent de porter l'animation du processus. Il y a en effet une dimension culturelle qui passe par un travail de sensibilisation du site auprès des usagers. Cela est indispensable pour qu'il ne s'agisse pas d'une démarche « hors sol », entre acteurs.

➤ ***La ferme des possibles : l'insertion professionnelle par l'agriculture urbaine,***

**Mohamed GNABALY – PDG SCIC NOVAEDIA**

**Mohamed GNABALY** travaille également avec Bellastock. Il dirige l'entreprise solidaire coopérative NOVAEDIA qui propose une vision de la ville comme une Ferme des possibles. La Ferme des possibles à Stains, fait 1 hectare et est dédiée à l'agroécologie et à l'agriculture urbaine. NOVAEDIA est ainsi née du constat qu'il y a sur le territoire des projets et des acteurs dynamiques, mais également :

- une autocensure et une stigmatisation des jeunes et la difficulté pour eux de se projeter ;
- une asymétrie d'informations. La grande difficulté est de parler un langage commun qui permet de travailler en coopération ;
- un manque d'exemples sur le territoire des jeunes de Seine-Saint-Denis ayant envie de construire leur territoire.

NOVAEDIA propose donc une approche systémique permettant à tous les acteurs de collaborer autour d'un projet de territoire. En ce sens, NOVAEDIA est une entreprise de

territoire dont l'objectif est de répondre aux besoins de ce territoire avec ses propres ressources et dont la Ferme des possibles est le symbole.

La Ferme des possibles est née aussi dans un contexte : la Seine-Saint-Denis, Stains, Epinay, qui ont une histoire maraîchère très forte avec les jardins ouvriers. La Ferme des possibles cherche à créer une zone agricole pour répondre aux besoins du territoire, la volonté de créer une filière agricole en Île-de-France, de la production à la commercialisation de produits issus de l'agriculture urbaine. Plaine Commune est le territoire qui bâtit le plus en Île-de-France et la deuxième zone régionale en terme d'implantation de sièges sociaux de grandes entreprises. NOVAEDIA leur propose des services grâce à **l'économie circulaire**. Les dalles du stade de France ont ainsi été récupérées pour créer un parvis (Bellastock), et les briques de la Banque de France de La Courneuve pour faire un amphithéâtre pour les enfants. Le site de la Ferme des possibles soutient **l'économie du partage** en étant un site collaboratif faisant travailler de multiples acteurs de tous bords : ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail), IAE (Insertion par l'Activité Économique), collectivités, habitants, entreprises, etc. L'enjeu est de proposer des réponses locales à des problématiques globales.

- **De nouveaux outils pour accompagner la montée en compétence des artisans et entreprises de la rénovation énergétique,**  
Anne D'ORAZIO – Directrice de MVE, Agence locale de l'Énergie et du Climat de l'Est parisien

**Anne D'ORAZIO** est Directrice de MVE - Agence Locale de l'Énergie et Climat de l'Est parisien et travaille sur un programme ciblant **la rénovation thermique du patrimoine résidentiel**. La Seine-Saint-Denis réunit plus de 1,5 million d'habitants soit plus de 600 000 logements : 1/3 de logements sociaux ; 1/3 de copropriétés, 1/3 d'habitats individuels et micro-collectifs. La Seine-Saint-Denis est une figure particulière dans la structure résidentielle de l'Île-de-France, c'est en effet le département qui a la plus grande présence d'habitats individuels et micro-collectifs. Le parc de logements est en général antérieur à 1975 ce qui en fait une caractéristique forte de vulnérabilité au phénomène de précarité énergétique. Il y a donc un enjeu central dans le département à pouvoir accompagner les ménages vivant dans ce parc.

Aujourd'hui, le travail de l'Agence est d'abord un travail d'accueil et de conseil technique pour les ménages. Il est en effet difficile pour eux de s'informer et d'envisager le passage à l'acte de la rénovation énergétique. De l'accès à l'information sur la rénovation, les ménages doivent faire face, aujourd'hui, un vrai parcours du combattant. Face à ce constat, l'Agence a souhaité développer un dispositif d'aide à l'accès aux entreprises pour la mise en œuvre des rénovations. Plus de 150 000 logements sont concernés et il y a donc un potentiel d'économie locale et de marché absolument colossal. Une rénovation énergétique demande environ entre 20 et 25 000 €. Or, le constat est qu'il n'y a pas de rencontre entre la demande des habitants et l'offre du marché de la rénovation. **Cela pose la question de la possibilité d'une transition énergétique sans que soit posée la question d'une transition sociale du territoire.** C'est pourquoi est née la volonté de **créer des lieux de rencontre et de coopération entre une offre et une demande** tout en rendant visible la vertu des pratiques. La Seine-Saint-Denis est le territoire qui a créé le Festival des rencontres chorégraphiques qui permet d'accéder à une culture différente. Inspiré par cette initiative, le projet Pass'Réno Habitat 93 ambition de créer les Rencontres énergétiques de la Seine-Saint-Denis. Cette action sera accompagnée par une série d'évènements qui s'inspire, cette

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

fois-ci, des portes ouvertes des ateliers d'artistes. L'idée est portée par le désir d'ouvrir les chantiers pour faire ce travail de sensibilisation et de partager l'expérience des ménages qui se sont lancés dans la rénovation de leur patrimoine et des entreprises qui ont relevé le défi.

**Clara BRETEAU** demande aux intervenants s'ils ont eux aussi le sentiment que les institutions sont aujourd'hui mises au défi de réinventer un langage pour donner chair à des aventures humaines.

**David COCHETON** estime qu'il y a une vraie attente des habitants de bouger les lignes sur ces sujets. Et dès que les opérateurs bougent les lignes, il y a du répondant.

**Mohamed GNABALY** pense qu'il y a un rééquilibrage des rapports de force entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire et l'administration. **Coopérer est en train de devenir une nécessité afin de répondre aux enjeux et aux besoins du territoire et des habitants.** Il y a aujourd'hui **des institutions publiques qui travaillent avec la société civile sur des approches différentes, qui évoluent dans des zones d'expérimentation qui ne sont pas parfaitement maîtrisées.** Les acteurs ont envie de travailler ensemble, de coopérer même s'il reste à travailler les méthodes de coopération et les cultures.

**Clara BRETEAU** demande ce que pensent les intervenants de ces mots de **Lydie LAIGLE** : « Le renvoi de questions politiques à l'expertise technique ne correspond-il pas à une volonté institutionnelle d'éviter toute remise en cause des compétences acquises ? ».

**Anne D'ORAZIO** considère qu'aujourd'hui tout le monde a bien conscience qu'il faut passer à d'autres pratiques et **renouveler les cadres de la coopération.** Ce renouvellement impose à l'Institution de bouger les lignes et d'envisager **la question de l'expertise.** Les populations veulent aujourd'hui co-construire l'action. L'enjeu des structures de demain est donc d'organiser les cadres de la coopération.

**Un intervenant** s'interroge sur la réalité de la Ferme des possibles : cette ferme existe-t-elle déjà et favorise-t-elle le circuit court entre les producteurs et les consommateurs ?

**Mohamed GNABALY** explique qu'un pan important du projet de la Ferme des possibles est son indépendance financière. Pendant longtemps, la Ferme a eu des comptes à rendre aux collectivités en contrepartie de financements. Aujourd'hui NOVAEDIA et le collectif de la Ferme des possibles souhaitent aller vers une autonomie financière et un modèle économique hybride. Les financements publics permettent d'avoir un lien avec les orientations politiques et les enjeux du territoire, mais 95 % du budget correspond à des fonds propres et au chiffre d'affaires. La Ferme des possibles a été créée il y a 2 ans et sa réalisation a été lancée il y a 9 mois. À la Sainte-Catherine, le 25 novembre, 625 arbres fruitiers ont été plantés qui permettront une première production de fruits ; 500 m<sup>2</sup> de serre ont été installés, un rucher pouvant accueillir une quarantaine de ruches est en cours de construction. Le site physique est donc en cours de construction, représente 2 millions d'euros et est porté principalement par des acteurs de la société civile. L'objectif est que la dimension locale puisse passer au niveau du département puis de l'État.

Néanmoins, la Ferme des possibles et NOVAEDIA ont déjà 2 000 clients. Des entreprises du CAC40 principalement, reçoivent des corbeilles de fruits avec une approche circuit court faisant travailler de petits producteurs qui ont un format AMAP et qui vendent le résiduel de leur production. Un outil de production territorial a également été créé qui permet de former des jeunes sans qualification et des personnes en situation de handicap pour la réalisation

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

de ces paniers. L'activité de transformation des fruits permet aussi de développer une activité traiteur et une activité de transformation (confitures, miel). Par ailleurs, 2 secteurs porteurs en Seine-Saint-Denis ont été identifiés : restauration et logistique. Une filière a donc été créée pour former des personnes éloignées de l'emploi et créer des emplois dans ces métiers avec pour vocation de sortir des dispositifs d'insertion classiques et se positionner comme acteur de la société civile. Tout le monde peut venir visiter la Ferme.

**Jean-Jacques FASQUEL**, interroge Davis Cocheton pour savoir si sa structure accompagne la mise en œuvre de l'habitat participatif.

**David COCHETON** explique qu'il y a 3 sites de développement en habitat participatif. Une grande attention est portée aux échelles des projets. L'expérience a prouvé que l'habitat participatif fonctionne d'autant mieux que son cadre est tenu d'un bout à l'autre du processus. Une des difficultés de ce type d'habitat est que le nombre d'accédants reste le même du début à la fin du projet. Il faut donc que les accédants ne soient pas trop nombreux. Les opérations participatives concernent actuellement entre 15 et 25 logements dans des opérations mixtes avec de l'habitat social et de l'habitat privé. Ce type d'opération est donc mis en place de façon un peu hybride.

**Clara BRETEAU** demande ce que les 3 projets évoqués apportent aux intervenants, dans le contexte difficile de la COP21 et de la crise.

**Mohamed GNABALY** dit qu'effectivement, dans ce contexte, il va falloir sortir des cadres classiques. La crise est un bon contexte, **une opportunité pour la société civile de se repositionner pour aller vers une plus grande autonomie tout en demandant aux collectivités et à l'administration de travailler en coopération avec cette société civile et ses habitants.**

**Anne D'ORAZIO** considère qu'il y a plusieurs COP. Il y a notamment celle des espaces Générations Climat et celle du sommet citoyen à Montreuil qui a réuni 30 000 personnes au cours d'échanges très riches. A Montreuil, cette mobilisation étonnante a été portée par la mise à disposition des moyens de la collectivité aux associations. La mobilisation de plus de 700 bénévoles a permis durant tout le Sommet Citoyen de faire vivre un nombre exceptionnel d'évènements tout en respectant le cadre d'accueil et les conditions de reprise d'activités dès le lundi matin. Ceci nous montre que les rencontres plus institutionnelles ne sont pas la bonne solution, il semble que ce sont d'autres modalités de coopération qui doivent s'inventer.

**David COCHETON** explique que le métier d'aménageur amène à travailler sur des projets qui durent en moyenne entre 10 et 20 ans. Les horizons sont très longs et les temps sont très durs. Néanmoins, 3 éléments font bouger les lignes aujourd'hui :

- Le projet de Jeux olympiques sur le site de Plaine Commune qui est un challenge énorme et qui permettra d'être un laboratoire du développement durable.
- À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 se met en place la métropole du Grand Paris qui pose beaucoup de questions.
- La crise économique qui est synonyme d'une vraie contrainte financière du point de vue des finances publiques notamment : beaucoup de subventions ne sont pas honorées, il y a des difficultés à équilibrer les bilans des opérations publiques

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

d'aménagement. Or, ce territoire a réellement besoin d'aménagements publics ! Néanmoins, cette crise va permettre aussi de s'interroger sur la manière de conduire les opérations, sur la façon de valoriser les terrains et d'encadrer les prix de sortie des logements. Autant de questions qui font que la période est très exaltante malgré tout.

## Intermède philosophique

### *Patrick VIVERET – Philosophe*

Pour **Patrick VIVERET**, il semble que tout ce qui bouge de manière créative a implicitement un autre rapport à la richesse et au pouvoir et est en contradiction avec le modèle dominant. Par exemple, tout ce qui est lié à l'économie circulaire rentre directement en contradiction avec l'organisation de l'obsolescence programmée des produits qui a été théorisée dès les années 30 pour maintenir un haut niveau de croissance matérielle, quantitative et monétaire. De même, tout ce qui a été évoqué suppose implicitement une réconciliation avec le sens premier des mots « richesse » et « valeur ». Le mot « valeur » en latin signifie « force de vie » physique ou psychique, ainsi tout ce qui concourt à créer, transmettre, renforcer ou multiplier la vie est de la création de valeur. Au sens du modèle dominant, la valeur au sens économique du terme correspond à de la valeur ajoutée monétaire. **N'est considérée comme étant source de valeur qu'une activité qui s'exprime par de la valeur ajoutée monétaire.** Ainsi, toute activité, quand bien même elle serait créatrice ou préservatrice de force de vie, écologique ou humaine, qui ne s'exprime pas en terme monétaire, est considérée sans valeur et rentre dans une logique d'improductivité. La valeur réduite à son expression monétaire ne rend pas compte d'une très grande partie des activités dont il a été montré l'intérêt. **La valeur exprimée monétairement est non seulement réductrice, mais aussi mensongère puisqu'une partie de la valeur ajoutée monétaire correspond à des activités dangereuses ou destructrices pour l'environnement ou l'Homme.**



Implicitement, **les activités évoquées plus haut supposent donc une nouvelle grille d'appréhension du monde.** C'est dans la co-construction et la coopération – et non pas la compétitivité – que s'exprime la vitalité des projets évoqués. Cela n'est pas sans rapport avec les évènements dramatiques actuels. Tous les humains qui rentrent en révolte aujourd'hui sont des « vaincus de la compétitivité ». **Les pays vaincus dans la guerre économique internationale ont connu la désagrégation de l'État et ont fini par produire les éléments favorables au développement de fondamentalismes.** Il faudrait donc revoir le sens même du mot « valeur ». Cela suppose aussi un autre rapport au pouvoir qui signifie création et qui est démultiplié par la coopération. Un pouvoir ministériel se met étymologiquement au service des potentialités créatrices d'une collectivité et joue un rôle de catalyseur d'énergies. **La transformation du rapport au pouvoir est donc une condition nécessaire au développement des projets évoqués. Les seules logiques d'intérêt économique et de propriété d'un État mènent à une incapacité de protéger les biens communs.** La globalité du problème des océans par exemple, va au-delà des eaux territoriales. Il y a un lien avec la « sobriété heureuse », car il n'est possible d'avoir cet autre rapport à la richesse et au pouvoir que si l'objectif fixé n'est plus celui d'une croissance purement matérielle et d'une compétition à outrance, mais celui de la libération des potentialités créatrices des êtres humains et la transition vers des sociétés du « bien vivre ».

## Des démarches citoyennes et liens qui libèrent



- ***Roue Lib', ateliers d'auto-réparation de vélo pour et par les habitants,***  
Lisa VALVERDE – Directrice de l'association 360° Sud

**Lisa VALVERDE** est directrice de l'association 360° Sud à Clichy-sous-Bois qui organise ses activités autour du réemploi, de la gestion d'une AMAP, d'un atelier de réparation de vélos, de chantiers participatifs mais aussi d'une épicerie bio dans un lieu habité. L'association est installée sur un ancien stade de foot où se trouve également un chapiteau « la Fontaine aux images » où travaille une compagnie de théâtre qui accueille aussi des événements culturels. L'association 360° Sud a vocation à travailler sur l'économie sociale et solidaire et le développement durable. Une yourte de 80 m<sup>2</sup> a été construite il y a un an en chantier participatif<sup>2</sup>. Des spectacles ont été créés avec en filigranes les questions d'économie sociale et solidaire. En 2010 a commencé une expérience de covoiturage à Clichy-sous-Bois. Un système d'échange local de biens et de services a été lancé avec une monnaie locale.

- ***Recycl'Hall, le don et le réemploi d'objets dans l'habitat collectif ,***  
Safiyé ACKMUR – Régie de quartier à Montreuil

**Safiyé ACKMUR** travaille à la régie de quartier de Montreuil et est chargé de relations des quartiers. Le projet pilote Recycl'Hall est une simple armoire dans un hall d'immeuble où les habitants peuvent déposer et prendre des objets, des livres, etc. Un projet qui a l'air anodin, mais qui a permis aux voisins de se rencontrer et l'armoire est devenue un prétexte pour se rencontrer. Au bout de 6 mois, les locataires réticents au début, ont décidé de prendre en main ce projet et de continuer à le gérer eux-mêmes.

---

<sup>2</sup><https://youtu.be/tVyMmMejL10>

➤ **Un compost qui fertilise la terre et le lien social,**  
Jean-Jacques FASQUEL – Maître-composteur CompoStory

**Jean-Jacques FASQUEL** travaille également dans les espaces communs des immeubles. Il est maître-composteur, pionnier du compostage au pied des immeubles à Paris et en Île-de-France depuis 7 ans. Dans son immeuble où il a initié son premier projet de compost en pied d'immeuble, d'autres projets sont nés avec le temps : un jardin partagé, un rucher, un poulailler au centre de Paris. Ce projet au-delà d'être un lieu d'agriculture urbaine, de pédagogie, est un lieu de création de liens sociaux. Il estime que le compost fertilise à la fois la terre et le lien social. Une chorale a été créée et des événements qui réunissent les composteurs à différents moments de l'année.

**Clara BRETEAU** se demande si les mots ne manquent pas pour désigner exactement les liens sociaux dont il est question.

**Jean-Jacques FASQUEL** répond que les mots manquent parce qu'il est question de ce qu'ils vivent. Il dit que pour sa part il est plus heureux avec que sans compost grâce aux liens sociaux que le compost lui a permis de tisser. L'être humain a besoin des autres pour s'épanouir.

**Lisa VALVERDE** pense qu'il y a des lieux symboliques, quels qu'ils soient : hall, pied d'immeuble, yourte, qui créent des moments symboliques et des espaces de possibles pour « faire ensemble ».

**Safiyé ACKMUR** ajoute que ces lieux permettent la transmission de savoirs et d'expériences.

**Clara BRETEAU** demande si les intervenants ont l'impression de faire de la politique.

Pour **Jean-Jacques FASQUEL**, s'il est question de politique, c'est au sens noble de la vie de la cité.

**Lisa VALVERDE** parle de politique de décroissement. Qu'il soit question de reprendre un pantalon plutôt que de le jeter ou de compost, ces questions très concrètes parlent aussi de questions plus globales liées à la société à laquelle d'aucuns aspirent. Là, le quotidien et

l'idéal de société se rencontrent. À Clichy-sous-Bois, le dynamisme est étonnant, beaucoup d'expériences innovantes sont menées et les propositions affluent. Le travail de son association est de le relayer.

**Un intervenant** résume que jusqu'à la fin de XX<sup>ème</sup> siècle, l'homme a été conditionné par l'accélération des techniques et une vie binaire : travailler et consommer. L'Homme ne vivait pas et ce qui est décrit aujourd'hui c'est que l'Homme réapprend à vivre, ce qui est essentiel.

**Joseph GUILLEMO** salue la ville de Clichy-sous-Bois pour ses riches initiatives citoyennes et associatives. Il indique que la pratique de l'auto-réparation des cycles est aussi faite aux Lilas dans l'association « Tous pour un vélo ». Elle s'inscrit cependant dans une activité un peu plus vaste puisqu'elle fait également la collecte des vélos abandonnés. Cela permet aux adhérents de réparer leurs vélos avec des pièces recyclées tout en permettant une revalorisation. C'est une forme d'économie circulaire. Par ailleurs, il y a des ateliers mobiles de réparation des vélos dans les quartiers sensibles. Cela permet aussi le développement de liens trans-générationnels et trans-sociaux au cours d'un café vélo. Il serait intéressant donc de croiser les retours d'expériences avec l'action de 360°Sud.

**Lisa VALVERDE** confirme qu'il est toujours intéressant de croiser les expériences. À Clichy sous Bois, il y a un défaut de transport en commun et la ville est extrêmement peu motorisée. C'est pourquoi cette initiative est importante. Des cours de conduite sont également donnés, car beaucoup d'adultes ne savent pas faire de vélo. Les vélos seront donc en location avec la monnaie locale pour les personnes qui ne peuvent les garder, faute de place.

**Jean-Jacques FASQUEL** dit qu'il ne faut pas hésiter à copier les initiatives et à les adapter à son territoire. **Les meilleures réponses sont les plus locales.** À chacun de mettre sa plus-value dans sa réalité.

**Anne-Laure BENOIT** demande comment les habitants ont été mobilisés sur les projets et quelles seraient les instances qui pourraient être associées aux projets.

**Jean-Jacques FASQUEL** répond que tout dépend de l'environnement en question. Dans son immeuble, tout a commencé par un tract dans les boîtes aux lettres. **Le bouche-à-oreille reste cependant le meilleur outil même si son vecteur peut être numérique, via Facebook par exemple.** Le projet a ainsi commencé avec 20 foyers, il en rassemble aujourd'hui 80 et il n'est plus possible d'en accueillir d'autres, faute de place. Concernant la relation aux collectivités et le compostage, il s'agit toujours de citoyens éclairés qui ont initié

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

des projets et qui ont été repris et déployés par la collectivité. Souvent, la collectivité ne veut pas prendre de risque et a besoin de s'assurer que cela marche. Lorsqu'elle est rassurée, elle modélise et déploie les projets. Souvent, ce déploiement se fait au moyen de marchés publics ce qui a des inconvénients, l'outil étant plus adapté à son avis aux entreprises et à la vraie économie de marché. Le marché a tendance, lorsque le profit n'est pas le but, à vicier un peu les choses.

**Safiyé ACKMUR** dit que pour mobiliser les habitants, il faut avant tout être sur le terrain, aller vers les habitants et travailler en partenariat avec les acteurs de quartier. **Les affichages se jettent à la poubelle et tout le monde n'y a pas accès.**

**Lisa VALVERDE** dit que pour intéresser le public aux divers projets proposés, **il faut impliquer le public à la réflexion qui mène à la réalisation de ces projets-là. Il faut aussi travailler en partenariat avec des structures qui n'ont pas les mêmes entrées que l'association : assistants sociaux, éducation nationale, structures culturelles, l'organisation d'événements, de débats, croiser les publics d'horizons divers...** La méthodologie de l'association passe aussi par les chantiers participatifs, voire éducatifs ou d'insertion, lancés un an à l'avance. Les jeunes sont alors impliqués dans le projet et cela resserre les liens.

**Venessa MIRANVILLE**, Maire de la ville de Possession à l'Île de la Réunion, a trouvé les débats très intéressants. Elle a entendu dire que les collectivités ne sont pas assez à l'écoute. Elle explique qu'elle est issue d'un mouvement citoyen sans étiquette politique et elle pense que si les élus et les collectivités ne savent pas entendre toutes ces initiatives c'est parce qu'ils n'en sont pas porteurs eux-mêmes et qu'ils n'ont pas été des associatifs. Peut-être qu'un bon moyen de changer les choses c'est de passer du monde associatif au monde politique pour faire de la "vraie" politique. Par rapport aux financements, elle propose les subventions des collectivités, le mécénat, le crowdfunding et peut-être une initiative appelée « Communecté » qui est un réseau social qui permet de voir sur plan les initiatives lancées par les uns et les autres dans la ville de Possession à la Réunion.

## Clôture



**Belaïde BEDREDDINE – Vice-Président en charge de l'écologie urbaine – Département de la Seine-Saint-Denis**

**Belaïde BEDREDDINE** croit que les élus n'ont aucune capacité d'action sans la société civile et les citoyens. Les citoyens doivent s'emparer des enjeux pour que les collectivités agissent.

En France, comme il existe une exception culturelle, sur les marchés il faudrait inventer une « exception éducative » et une exception associative ». Les appels d'offres ne sont pas forcément adaptés pour agir avec les citoyens.

**Belaïde BEDREDDINE** se pose la question de mettre en place un forum des associations liées aux questions environnementales en Seine-Saint-Denis. Un forum où serait pratiquée la **licence libre afin qu'il soit possible de partager l'intelligence**. Il pense que c'est important d'aller dans ce sens.

Il ajoute au sujet de la COP21, quelle qu'en soit l'issue, qu'il faut être fier du rôle du Département et des collectivités, car l'implication citoyenne a été réelle. Cela a prouvé que les collectivités locales et les associations peuvent s'engager ensemble sans attendre que les chefs d'État trouvent un accord ensemble. À l'échelle locale, les collectivités se sont mises au travail. La protection de la planète se joue d'abord à ce niveau-là. D'ailleurs, il remarque que la **coopération décentralisée d'un département avec une ville étrangère par exemple, fonctionne parfois mieux que la coopération centralisée d'un État avec un autre**.

**Concernant les déchets, il lui paraît essentiel que, demain, ceux-ci deviennent des matières premières.**

Plus concrètement, il a pu vivre l'expérience d'un jardin partagé tenu par des femmes maliennes sur l'esplanade d'une cité HLM. Puis sont venues des femmes vietnamiennes, des femmes des Comores, de Bourgogne, de Bretagne. Cela a permis de réaliser que

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

chacun travaillait de manière différente : en reculant, assis, en avançant et qu'il y avait toute une culture liée à l'agriculture.

Sur l'économie d'énergie et le travail de MVE, il faut travailler en coopération pour protéger par exemple les trop nombreuses personnes âgées qui se font piéger par des pseudo artisans qui leur font des promesses d'économie d'énergie non tenues et des factures exorbitantes. Il est donc nécessaire d'avoir un véritable mouvement associatif, un service public de la rénovation urbaine qui soit en capacité de garder la compétence et de conseiller les habitants.

À toutes les échelles, celles des chefs d'État, des acteurs économiques, des citoyens, il faut agir pour faire face à l'avenir. Il existe un cercle vertueux dans toutes des démarches qui finissent par créer du lien social. Cela permet de mieux partager les ressources d'une cité. Par exemple, il y a dans les cités des compteurs collectifs et le lien social pourrait permettre de travailler à une meilleure utilisation de l'eau par exemple. Dans son quartier, il a été décidé de n'acheter qu'une tondeuse pour les 35 maisons. À quoi bon avoir chacun une perceuse ? Pourquoi ne pas partager nos outils ? Des lieux coopératifs dans les habitats sont de bonnes solutions.

**Il semble important aussi, en ce sens, d'appréhender cette articulation entre la visée politique avec un service public de qualité qui s'aventure au-delà de ses simples compétences, et une société civile qui inspire et s'engage pour mener à bien des projets de la transformation de la société.**

En 2016, le Plan Climat du Département de la Seine-Saint-Denis sera actualisé dans un cadre réglementaire nouveau : la loi TEVC (Transition Énergétique pour la Croissance Verte) qui retire au Département l'obligation de réaliser un PCAET (Plan Climat Air Énergie) et qui ne laisse plus au Département qu'un rôle de chef de file sur le volet de la précarité énergétique. Pourquoi séparer l'air de l'énergie ? Le Plan Climat ne peut être divisé, cela n'a pas de sens. Il s'agit au contraire de créer une plateforme commune au niveau du département pour que toutes les associations qui veulent s'investir sur les questions environnementales et les questions de transition énergétique puissent se connecter les unes aux autres et que toutes les collectivités locales d'un territoire (Ville, Département, EPCI, etc.) travaillent ensemble également pour être le plus efficace possible.

Enfin, **Belaïde BEDREDDINE**, partage une expérience qu'il a vécue à la Fête des saveurs où il a rencontré le Président des œnologues d'Île-de-France. Ce dernier notait qu'il y avait bien plus d'éducation faite autour de la vigne auprès des enfants en Seine-Saint-Denis qu'en Bourgogne ou à Bordeaux. Il y a des vignes dans les parcs départementaux, les vendanges et la vinification sont faites avec les élèves et ce n'est jamais de cela dont il est question

« Donner corps à la COP : explorer de nouvelles manières de faire ensemble »

quand la Seine-Saint-Denis est évoquée. Il a pour sa part grandi à la campagne sans jamais croiser un seul apiculteur ! Il a fallu qu'il vive en Seine-Saint-Denis pour en croiser une cinquantaine. Il faut parler avec amour et fierté de son territoire et lutter contre le « Seine-Saint-Denis bashing » surtout quand il y a tant d'associations, tant d'habitants qui s'y investissent.